

Il y a 20 ans : Devaquet, au piquet

samedi 16 décembre 2006, par [MORDER Robi](#) (Date de rédaction antérieure : 14 décembre 2006).

En novembre-décembre 1986, une déferlante étudiante et lycéenne s'abat sur le gouvernement Chirac, afin de retirer la loi rétrograde de Alain Devaquet.

Sommaire

- [Coordination étudiante](#)
- [Assassinat](#)

Quand, en mars 1986, la coalition de droite gagne les législatives et ouvre la première « cohabitation », la réforme de l'enseignement supérieur est l'un des objectifs du gouvernement Chirac, qui nomme René Monory (UDF) au ministère de l'Éducation, et Alain Devaquet - élu RPR, et universitaire - au secrétariat d'État aux universités. Aussitôt, les plus « ultras » dans l'administration et le cabinet du ministre mènent la danse. En première lecture au Sénat, à la veille des vacances, le projet Devaquet devait être adopté à l'Assemblée nationale, sans soulever de protestations autres que symboliques. Le projet de loi prône l'autonomie des universités, ouvre la porte aux diplômes locaux, à la variabilité des droits d'inscription selon les universités, recompose les représentations dans les conseils au profit des professeurs de rang A au détriment des autres composantes (maîtres de conférence, personnels Iatos, étudiants) et permet d'instaurer une sélection à l'entrée de l'université.

À la rentrée universitaire 1986-1987, l'Unef-ID lance une campagne d'information, tracts et petite brochure explicative à l'appui. L'Unef-SE [1] se concentre, quant à elle, sur la sécurité sociale étudiante, le PCF estimant que la société « vire à droite ». Ce courant passe ainsi à côté de ce qui devient la plus forte mobilisation étudiante depuis 1968. Pour l'Unef-ID, c'est l'épreuve du feu. Ce syndicat vient de subir un changement notable, ses dirigeants de l'OCI (« lambertiste ») étant passés au Parti socialiste en avril [2]. Dans cette nouvelle configuration interne, les minorités - la tendance Luttes étudiantes action syndicale (LEAS), animée par les étudiants de la LCR et des JCR, ainsi que la sensibilité dite de Villetaneuse, animée par les militants de la gauche socialiste [3] - proposent au syndicat de constituer des comités contre la réforme Devaquet, associant des non-syndiqués.

Au collectif national des 4 et 5 octobre, l'Unef-ID s'y refuse, mais elle laisse faire, appelant à une journée de manifestations le 21 octobre, et convoquant pour le 22 novembre des états généraux. Pendant que le syndicat utilise tout le répertoire traditionnel (diffusion d'informations, réunions, prises de position des élus dans les conseils, contacts avec les députés, etc.), un réseau de comités se constitue. Ce réseau va servir de colonne vertébrale à la future coordination.

Coordination étudiante

Pendant plusieurs semaines, un travail militant est mené, tant par les comités que par l'Unef-ID (les minoritaires faisant la jonction). Cette sensibilisation porte finalement ses fruits : à la veille des états généraux convoqués par l'Unef-ID, les universités de Villetaneuse et de Caen, Association générale des étudiants (AGE) phare de la tendance LEAS, sont entrées en grève. Le lendemain, le mouvement s'étend à Nanterre et à Saint-Denis. Le vendredi soir, une dizaine de comités de grève se réunissent à Jussieu pour préparer les états généraux du lendemain, à la Sorbonne, que le président de l'Unef-ID, Philippe Darriulat, accepte de transformer en états généraux de « tous les étudiants ». L'appel à la grève générale y est adopté, ainsi que celui pour une journée de manifestations le jeudi 27 novembre, celle de Paris

devant marcher vers l'Assemblée nationale. Les états généraux décident également la mise en place d'une coordination nationale, qui se réunira à l'issue de la manifestation, à raison de cinq délégués par fac, et ils demandent à ce que la coordination soit reçue par Monory.

La manifestation du 27 novembre est un succès, non seulement par une participation record des étudiants, mais aussi par la déferlante lycéenne. À Paris, 200.000 jeunes battent le pavé et atteignent l'Assemblée dans une atmosphère bon enfant. Des délégations sont reçues par les groupes parlementaires. Mais le gouvernement ne cède pas. La coordination appelle à la grève générale des facs et lycées, élit un bureau de coordination, pluritendanciel [4], adopte une motion unanime condamnant « toute association ou université » qui négocierait avec le gouvernement⁵, appelle à l'occupation des facs et à une manifestation nationale à Paris pour le jeudi suivant. Cette manifestation monstre du 4 décembre - environ 500.000 à 600.000 à Paris, plus d'un million dans toute la France - se conclut sur l'esplanade des Invalides transformée en souricière : les brutalités policières sont considérables (tirs tendus de grenades, chasse aux manifestants).

Assassinat

Loin de diviser, la répression renforce l'homogénéité du mouvement. Dans les deux jours qui suivent, la politisation consécutive à cette confrontation à la réalité de l'appareil d'État est visible dans les discussions des assemblées générales, où l'on passe de la lutte contre la réforme à des mots d'ordre de démission de Chirac. Le gouvernement passe à la répression des manifestations de rue. Au cours d'un « nettoyage » du Quartier latin, Malik Oussékine, étudiant de Dauphine, est assassiné le samedi 6 décembre, à l'issue d'une manifestation, par les pelotons de voltigeurs (matraqueurs en moto) du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. La coordination étudiante en appelle aux syndicats de salariés, et à une manifestation le 10 décembre. Le secrétaire général de la CFDT, Edmond Maire, et le secrétaire général de FO, André Bergeron, lors de leurs entrevues à Matignon, tirent la sonnette d'alarme auprès du Premier ministre quant à l'état de l'opinion dans les entreprises. Jacques Chirac, en bon « ancien » de Mai 68 (conseiller de Pompidou), veut éviter une extension du mouvement aux entreprises - la grève des cheminots démarre -, et il annonce finalement le retrait du projet Devaquet. Alain Devaquet lui-même démissionne. La manifestation du 10 décembre se transforme ainsi en manifestation de victoire et de deuil. La grève s'arrête. Elle aura duré trois semaines.

Ce mouvement confirme en tout cas le répertoire d'actions inauguré dans les années 1970, et auquel se plie - convaincus ou contraints par les rapports de force - la coordination comme forme de l'auto-organisation, seul cadre unitaire et de représentation. Mais, pour ce faire, il faut des circonstances particulières - une grève vraiment générale de façon homogène - et l'existence de courants militants ayant « préparé le terrain ». À la différence des années 1970, ce mouvement ressort victorieux, mais sur une revendication « auto-limitée », le retrait du projet. Ce fut la dernière tentative d'instaurer une sélection officielle à l'entrée de l'université, jusqu'à ce que l'idée ressurgisse récemment.

Notes

1. Animée par les étudiants du Parti communiste.
2. L'ex-président de l'Unef-ID, Jean-Christophe Cambadélis, mène cette scission.
3. Courant animé par Julien Dray dans le Parti socialiste, dominant dans SOS-Racisme.
4. Y sont représentés l'arc des forces de l'Unef-ID, des étudiants de l'Unef-SE, des non-syndiqués.
5. Aucune composante n'osera ouvertement enfreindre cette règle, même s'il y eut des contacts et des négociations parallèles et secrètes.

* Paru dans Rouge n° 2185 du 14 décembre 2006.